



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 19 juillet 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, mai 2004** 2
En mai, les investisseurs étrangers ont accru de 1,3 milliard de dollars leurs avoirs en titres canadiens. Pour leur part, les investisseurs canadiens ont continué d'investir dans des titres étrangers, principalement dans des obligations.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Enquête mensuelle sur les grands détaillants, mai 2004 5
- Recherche et développement dans le secteur de la santé, 1988 à 2003 6
- Dépenses en biotechnologie de l'administration fédérale, 2002-2003 7
- Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, juin 2004 7

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

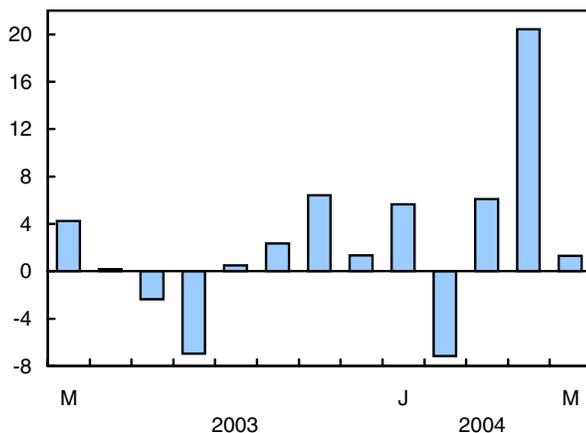
Mai 2004

En mai, les investisseurs étrangers ont accru de 1,3 milliard de dollars leurs avoirs en titres canadiens. Les investissements étrangers ont été destinés aux titres d'emprunt et les non-résidents se sont départis, pour la première fois en 14 mois, d'actions canadiennes en circulation.

Pour leur part, les investisseurs canadiens ont continué d'investir dans des titres étrangers, principalement dans des obligations. Toutefois, il y a eu une forte augmentation des achats d'actions étrangères par les investisseurs canadiens.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes*

En milliards de dollars



* Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

Les avoirs étrangers d'actions canadiennes chutent

Un mois après que la plus importante prise de contrôle canadienne à l'étranger dans les annales du pays a fait grimper les avoirs étrangers détenus en actions canadiennes de 20,8 milliards de dollars, les actions refluaient vers le Canada, particulièrement dans les actions du secteur financier. En mai, les avoirs étrangers détenus en actions canadiennes ont chuté de 1,8 milliard de dollars, la presque totalité

Note aux lecteurs

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

Taux d'intérêt

En mai, les taux d'intérêt à court terme au Canada ont connu une hausse de 3 points de base, à 1,98 %, tandis que les taux américains augmentaient de 8 points de base, à 1,02 %. Bien qu'il continue de favoriser les investissements au Canada, l'écart entre les deux pays est tombé à 0,96 %, comparativement à 1,01 % le mois précédent.

Les taux d'intérêt à long terme canadiens ont grimpé de 6 points de base, à 4,77 %, tandis que les taux américains ont connu une hausse de 17 points, à 4,67 %. Par conséquent, l'écart entre les deux pays a été réduit à 10 points de base, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis novembre 2000.

Cours des actions

Après deux mois de baisse, l'indice composite S&P/TSX a grimpé de 2,1 %, terminant ainsi le mois de mai à 8 417,3. Entre-temps, les cours des actions américaines augmentaient de 1,2 %, ce qui mettait également fin à un repli de deux mois. À la fin du mois, l'indice composite Standard & Poor's s'établissait à 1 120,7.

Dollar canadien

Après un recul de 3,38 cents US en avril, la valeur du dollar canadien s'est relevée de 0,47 cent US en mai, pour s'établir à 73,35 cents US.

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les effets du gouvernement du Canada incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les autres effets du marché monétaire comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.

du désinvestissement ayant eu lieu dans le marché secondaire. C'est la première fois en 14 mois que les investisseurs étrangers se départissent d'actions canadiennes en circulation.

En dépit de la diminution de mai, les investisseurs étrangers ont été des acheteurs nets d'actions canadiennes en circulation, alors que leurs acquisitions ont totalisé 6,3 milliards de dollars depuis le début de

l'année. Compte tenu des autres opérations, y compris la prise de contrôle du mois dernier, les avoirs étrangers se sont accrus de 23,3 milliards de dollars sur la même période.

Investissements importants dans les titres d'emprunt canadiens

En mai, les avoirs étrangers détenus en obligations canadiennes ont grossi de 1,5 milliard de dollars, entraînant ainsi des investissements pour un troisième mois consécutif. La plus grande partie de l'augmentation est attribuable aux obligations libellées en dollars américains émises par les gouvernements fédéral et provinciaux. Depuis le début de l'année, les investisseurs étrangers ont accru leurs avoirs détenus en obligations canadiennes de 5,6 milliards de dollars, soit environ le tiers du montant enregistré pour la même période de cinq mois en 2003. Les investisseurs américains, qui ont ajouté 6,8 milliards de dollars d'obligations canadiennes à leurs avoirs, ont été les principaux acheteurs jusqu'à maintenant en 2004, tandis que les avoirs combinés de tous les autres investisseurs étrangers diminuaient de 1,2 milliard de dollars.

Après avoir cédé pour 4,2 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire canadien dans les quatre premiers mois de l'année, les investisseurs étrangers en ont acheté pour 1,6 milliard de dollars en mai, soit l'augmentation la plus prononcée depuis novembre 2002. La part du lion des investissements de mai est venue des investisseurs américains et a été dirigée vers les effets des sociétés et les bons du Trésor du gouvernement du Canada.

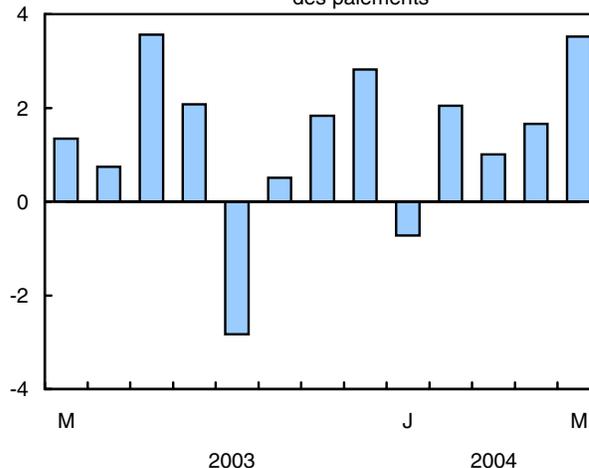
Investissements considérables des Canadiens à l'étranger

En mai, les investissements canadiens de portefeuille ont atteint 3,5 milliards de dollars, ce qui constitue un sommet depuis juillet 2003. Bien que les obligations, qui ont totalisé 2,1 milliards de dollars, soient demeurées le véhicule des investisseurs canadiens à l'étranger, les achats d'actions étrangères se sont accrus considérablement. Les Canadiens ont acquis pour 1,4 milliard de dollars d'actions étrangères au cours du mois par rapport aux 304 millions de dollars du mois précédent. L'investissement de mai est le plus important en actions étrangères dans les six derniers

mois. La presque totalité des investissements boursiers ont ciblé les actions américaines.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères*

En milliards de dollars Signes renversés de la balance des paiements



* Incluent les obligations et les actions.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0058.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro de mai 2004 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 15 \$ / 142 \$) paraîtra bientôt.

Les données de juin 2004 sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 18 août.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

□

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Février 2004	Mars 2004	Avril 2004	Mai 2004	Janvier à mai 2003	Janvier à mai 2004
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	-7 160	6 097	20 421	1 317	16 978	26 315
Obligations (nettes)	-3 692	2 236	1 034	1 495	15 622	5 575
Émissions en circulation	-4 341	- 67	1 341	- 369	12 267	1 551
Nouvelles émissions	2 097	3 821	2 385	2 704	22 931	12 545
Remboursements	-1 587	-1 561	-3 047	-1 465	-21 430	-10 263
Changement aux intérêts à payer ¹	138	43	356	625	1 855	1 742
Instruments du marché monétaire (nets)	-1 602	270	-1 395	1 599	- 595	-2 569
Gouvernement du Canada	-1 639	839	- 995	573	581	-2 299
Autres	37	- 569	- 400	1 026	-1 176	- 270
Actions (nettes)	-1 866	3 591	20 782	-1 777	1 950	23 309
Émissions en circulation	1 306	3 215	2 460	-1 793	1 224	6 296
Autres transactions	-3 172	376	18 322	16	726	17 013
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-2 044	-1 012	-1 654	-3 524	-3 809	-7 509
Obligations (nettes)	-1 228	-1 023	-1 350	-2 094	-5 540	-6 056
Actions (nettes)	- 817	12	- 304	-1 430	1 731	-1 453

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Nota : Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Mai 2004

Après une légère augmentation en avril, les ventes pour le groupe des grands détaillants ont augmenté de 0,1 % en mai, pour atteindre un montant désaisonnalisé de 7,65 milliards de dollars. Après de solides résultats au premier trimestre, les grands détaillants connaissent jusqu'à maintenant un deuxième trimestre plus lent.

Les huit principaux groupes de produits ont enregistré des résultats variables en mai, affichant un partage égal entre le nombre d'augmentations et le nombre de baisses. La plus forte croissance des ventes a été enregistrée dans les aliments et les boissons, tandis que la quincaillerie et les produits pour la pelouse et le jardin ont affiché la diminution la plus marquée.

Les ventes d'aliments et de boissons ont augmenté de 0,9 % en mai. Les ventes de boissons alcoolisées ont enregistré une plus forte croissance (+1,8 %), tandis que le taux de croissance pour les ventes d'aliments et de boissons non alcoolisées se situait autour de 0,8 %. Malgré certaines fluctuations, les ventes d'aliments et de boissons n'ont pas dépassé le sommet atteint en janvier. Les ventes de mai ont affiché une augmentation de 4,5 % par rapport à l'an dernier.

Les ventes de meubles, d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques ont affiché la deuxième plus grande augmentation du mois de mai, après avoir obtenu des résultats variables. Après avoir affiché des augmentations significatives pendant quatre mois consécutifs, les ventes d'appareils ménagers du groupe des grands détaillants ont enregistré une baisse marquée de 3,9 %. La baisse survenue dans les ventes d'appareils ménagers a été largement compensée par des augmentations tournant autour de 2,0 % pour les ventes d'appareils électroniques et celles d'articles d'ameublement. Les articles d'ameublement comprennent des articles tels que les objets d'art, la literie, les tentures et les revêtements de sol.

Les ventes de carburants, d'huiles et d'additifs pour automobile, ayant augmenté de 3,6 %, ont propulsé la catégorie des autres biens et services plus haut en mai. Le prix de l'essence a été un facteur important de ce saut, puisqu'il a augmenté de 13,6 %, soit l'augmentation mensuelle la plus

élevée en plus de 20 ans. Les ventes de tabac ont également augmenté en mai, affichant une hausse de prix de 1,1 %, ce qui a aussi contribué à accroître la valeur des ventes.

La quincaillerie et les produits pour la pelouse et le jardin ont affiché la plus forte baisse en mai, les ventes ayant chuté de 4,7 % pour le groupe des grands détaillants. Les ventes de ces produits avaient connu de fortes progressions au cours de l'année 2003 et au premier trimestre de 2004, mais elles ont nettement diminué depuis. On croit que les détaillants ont placé leurs marchandises saisonnières sur les rayons plus tôt cette année, s'appropriant peut-être ainsi les ventes des derniers mois. La température fraîche et pluvieuse du mois de mai dans pratiquement tout le pays peut aussi avoir eu une incidence sur les ventes saisonnières. Les ventes de produits pour la pelouse et le jardin ont chuté de 7,0 %, tandis que les ventes de quincaillerie et de produits de rénovation pour la maison se sont abaissées de 2,2 %.

Ventes par marchandise pour le groupe des grands détaillants

	Mai 2003 ^r	Avril 2004 ^r	Mai 2004 ^p	Avril à mai 2004	Mai 2003 à mai 2004
données désaisonnalisées					
	en millions de dollars			var. en %	
Marchandises					
Aliments et boissons	2 347	2 433	2 454	0,9	4,5
Articles de santé et de soins personnels	694	742	745	0,4	7,4
Vêtements, chaussures et accessoires	1 323	1 346	1 340	-0,4	1,3
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	1 072	1 156	1 162	0,5	8,4
Articles et fournitures pour la maison	336	343	340	-1,0	1,1
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	282	313	299	-4,7	5,8
Articles de sport et loisirs	386	422	419	-0,9	8,5
Autres biens et services	823	889	893	0,4	8,5
Total	7 263	7 645	7 651	0,1	5,3

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Ventes par marchandise pour le groupe des grands détaillants

	Avril 2004 ^r	Mai 2003 ^r	Mai 2004 ^p	Mai 2003 à mai 2004
données non désaisonnalisées				
	en millions de dollars			var. en %
Marchandises				
Aliments et boissons	2 483	2 500	2 487	-0,5
Articles de santé et de soins personnels	717	720	746	3,6
Vêtements, chaussures et accessoires	1 267	1 351	1 358	0,6
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	966	933	992	6,3
Articles et fournitures pour la maison	318	328	321	-2,3
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	384	566	579	2,4
Articles de sport et loisirs	369	360	375	3,9
Autres biens et services	858	859	917	6,8
Total	7 362	7 616	7 774	2,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Nota : L'enquête vise les grands détaillants principalement dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement, des articles d'ameublement, des appareils électroniques, des articles de sport et des marchandises diverses. Ce groupe de détaillants représente environ 26 % du total annuel des ventes au détail ou 35 % si on exclut les concessionnaires de véhicules automobiles et de véhicules récréatifs.

À moins d'indication contraire, toutes les données du présent communiqué sont désaisonnalisées et tous les pourcentages représentent des variations d'un mois à l'autre. Les résultats de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants sont classés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.

Il est possible de consulter un tableau de données dans le module *Le Canada en statistiques*.

Les données de juin 2004 pour le groupe des grands détaillants seront diffusées le 18 août.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la

clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Norman Fyfe au (613) 951-8308, Division de la statistique du commerce. ■

Recherche et développement dans le secteur de la santé

1988 à 2003 (données provisoires)

Les dépenses en recherche et développement relatives à la santé représentent, de plus en plus, une plus grande proportion des dépenses intérieures brutes en recherche et développement au Canada, selon un nouveau rapport.

De 1996 à 2000, les dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé représentaient approximativement 18 % du total des dépenses en recherche et développement au Canada. En 2001, ce pourcentage a augmenté à 20 % pour atteindre 22 % en 2002 et 23 % l'année dernière.

En 2003, les estimations provisoires des dépenses brutes en recherche et développement dans le domaine de la santé au Canada étaient de 5,1 milliards de dollars, soit 7,0 % de plus qu'en 2002.

La recherche et le développement dans le secteur de la santé a pris plus d'importance au Canada au cours des dernières années. En 1996, 84 \$ par personne ont été dépensés en recherche et développement dans le domaine de la santé. Les données provisoires pour 2003 indiquent que 161 \$ par personne ont été dépensés.

L'an dernier, près de 80 % de la hausse des dépenses en recherche et développement relatives à la santé était attribuable au secteur de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, le secteur des entreprises commerciales était à l'origine de près de un cinquième de cette hausse.

Le secteur de l'enseignement supérieur a dépensé 2,9 milliards de dollars pour la recherche et le développement en santé, en hausse de 10,0 % par rapport à 2002. Le secteur des entreprises commerciales a dépensé 1,9 milliard de dollars, en hausse de 3,3 %.

Les entreprises commerciales représentent le plus grand secteur de financement (1,5 milliard de dollars), suivi du secteur de l'enseignement supérieur (1,3 milliard de dollars) et du secteur des administrations publiques (1,2 milliard de dollars).

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4201, 4204 et 4212.

Le bulletin de service *Statistique des sciences : Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2003*, vol. 28, n° 8 (88-001-XIF, 7 \$ / 64 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Il est également possible de consulter le document de travail *Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2003* (88F0006XIF2004014, gratuit), qui donne plus d'information sur le contenu de ce bulletin de service.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Janet Thompson au (613) 951-2580 (janet.thompson@statcan.ca), ou avec Lorraine Chapman au (613) 951-0047 (lorraine.chapman@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Dépenses en biotechnologie de l'administration fédérale 2002-2003

En 2002-2003, les dépenses en biotechnologie s'élevaient à 695,1 millions de dollars, soit 138 millions de dollars de plus qu'en 2001-2002.

Les dépenses en biotechnologie représentaient près de 9 % de toutes les dépenses fédérales en science et technologie.

Presque toutes les dépenses fédérales en biotechnologie (95 %) sont attribuables à la recherche et au développement.

Cette hausse a été attribuable aux augmentations des dépenses de quatre ministères et organismes, soit les Instituts de recherche en santé du Canada (+56 millions de dollars), la Fondation canadienne pour l'innovation (+39 millions de dollars), Santé Canada (+23 millions de dollars) et Génome Canada (+16 millions de dollars).

En 2002-2003, près de 64 % des activités de science et technologie en biotechnologie financées étaient exécutées à l'extérieur de l'administration fédérale. Le secteur qui a reçu la plus grande part des fonds de science et technologie en biotechnologie a été celui de l'enseignement supérieur avec 340 millions de dollars, ou 49 % du total.

Dans l'administration fédérale, en 2002-2003, l'équivalent plein-temps de 1 888 années-personnes

était consacré aux activités de science et technologie en biotechnologie. Cela représente 6 % du personnel total fédéral en science et technologie.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4212.

Le bulletin de service *Statistique des sciences : Activités scientifiques en biotechnologie selon certains ministères fédéraux et organismes, 2002-2003*, Vol. 28, n° 7 (88-001-XIF, 7 \$ / 64 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lloyd Lizotte au (613) 951-2188 (lloyd.lizotte@statcan.ca) ou avec Antoine Rose au (613) 951-9919 (antoine.rose@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Jun 2004

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada est demeuré inchangé en juin par rapport à son niveau révisé de 128,3 enregistré en mai (1992=100). L'indice a augmenté de 0,1 % par rapport à l'indice révisé de juin 2003.

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines, tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité de métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du deuxième trimestre de 2004 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 \$ / 85 \$) paraîtra en septembre 2004.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca) ou avec Louise Chaîné au (613) 951-3393, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, documents de travail : Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2003, n° 14
Numéro au catalogue : 88F0006XIF2004014 (gratuit).

Statistique des sciences : Activités scientifiques en biotechnologie selon certains ministères fédéraux et organismes, 2002-2003, vol. 28, n° 7
Numéro au catalogue : 88-001-XIF (7 \$/64 \$).

Statistique des sciences : Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2003, vol. 28, n° 8
Numéro au catalogue : 88-001-XIF (7 \$/64 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (juillet 11-001-XIF) 00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles de 8 h à 11 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement plus faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, première session de travail de la 31^e mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.